

2

Les administrations publiques en comptabilité nationale

Remarques méthodologiques

2.1 - Les comptes de l'État et des administrations publiques locales en 2004

2.2 - Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation 2004

2.3 - Les prélèvements obligatoires

2.4 - Les comptes des administrations publiques

Les données figurant dans ce chapitre sont établies selon les concepts de la comptabilité nationale.

sources : Rapport sur les comptes de la Nation 2004 ; lois de finances pour 2005 et projet de loi de finances pour 2006.

Remarques méthodologiques

Les comptes nationaux sont désormais établis selon le **Système européen de comptabilité nationale** (SEC 95), adopté par tous les pays de l'Union européenne et qui reproduit très largement un système préparé sous l'égide de l'ONU (le SNC 93).

Les comptes de la Nation pour 2004 ont fait l'objet d'un rebasage sur l'année 2000, il en résulte certaines différences dans les résultats.

Sans introduire de bouleversement, le SEC 95 apporte plusieurs changements et améliorations, qui conduisent notamment à revoir le classement de certaines unités dans les secteurs institutionnels en fonction du caractère marchand ou non marchand de leur activité : une unité publique est qualifiée de marchande lorsque sa production est cédée à des prix économiquement significatifs (c'est-à-dire couvrant plus de 50% des coûts de production). Par ailleurs, les départements d'outre-mer font partie du territoire national et sont pris en compte dans les comptes nationaux.

Dans ce chapitre, les opérations financières des collectivités locales sont donc retracées dans les concepts de la comptabilité nationale, différents de ceux de la comptabilité publique.

APUL et collectivités locales : définitions différentes...

En comptabilité nationale, les collectivités locales font partie du sous-secteur "Administrations publiques locales" (APUL). Les comptes des APUL présentent des résultats différents de ceux qui sont obtenus pour les collectivités locales en termes de comptabilité publique (comptes de gestion ou comptes administratifs). Les écarts les plus significatifs résultent des considérations suivantes.

Le champ des APUL est plus large que celui des collectivités locales ...

Le champ des APUL est plus large que celui des collectivités locales : hormis les collectivités territoriales (régions, départements, communes), leurs groupements à fiscalité propre (communautés urbaines, communautés d'agglomération et de communes), certains autres groupements (SIVU, SIVOM...) et leurs services annexes, figurent également les organismes divers d'administration locale (chambres d'agriculture, de commerce, des métiers, organismes consulaires, sociétés d'aménagement foncier et d'équipement rural (SAFER) ...).

A l'inverse, certains syndicats de communes et les régions sont désormais exclus du champ des APUL lorsque le produit de leurs ventes couvre plus de 50% de leurs coûts de production.

élimination des doubles comptes ...

L'établissement du compte des APUL s'effectue par consolidation des mouvements entre collectivités : par exemple, les subventions que versent les régions aux communes sont neutralisées, alors qu'en comptabilité publique, les flux financiers sont maintenus en dépenses des régions et en recettes des communes.

non prise en compte des mouvements financiers ...

En comptabilité nationale, les mouvements de dette (emprunts nouveaux et remboursements de dette ancienne) ne sont pas retracés, alors qu'ils représentent une part élevée des budgets locaux (environ 10% des recettes totales).

Les comptes nationaux d'une année n sont dorénavant évalués en trois étapes au lieu de quatre en base 80 : une fois en avril $n+1$ (compte dit provisoire), une deuxième fois en $n+2$ (compte dit semi-définitif), une troisième fois en $n+3$ (compte définitif). En outre, des premiers résultats sur les administrations publiques, associés à la notification à la Commission Européenne, sont publiés mi-mars.

Pour plus d'informations, on se reportera aux différentes publications ayant trait à l'établissement des comptes nationaux (site internet de l'Insee : www.insee.fr).

2.1 - Les comptes de l'État et des administrations publiques locales en 2004

Comptes de la Nation 2004	en milliards d'euros		Références nationales :
	ÉTAT	APUL (administrations publiques locales)	
Total des dépenses en milliards d'euros	374,60	178,72	
dont			Produit intérieur
- consommation intermédiaire	21,90	38,09	brut (PIB)
- rémunération des salariés	110,70	51,36	en milliards d'euros
- intérêts de dette	38,53	2,80	1 648,4
- prestations et autres transferts	195,56	46,31	
• prestations et transferts sociaux	47,32	14,67	Formation brute
• subventions versées	5,78	11,63	de capital fixe
• autres transferts courants	119,73	15,76	en milliards d'euros
• transferts en capital	22,73	4,25	(FBCF)
- FBCF	7,21	36,03	316,0
Total des ressources	322,36	176,78	
dont			
- impôts et cotisations sociales	297,08	88,45	
• impôts sur la production et les importations	175,89	63,46	
• impôts courants sur le revenu, le patrimoine...	95,28	11,93	
• impôts en capital	8,55	0,00	
• transferts de recettes fiscales	-17,53	12,57	
• cotisations sociales	34,32	0,49	
- autres ressources	25,28	88,33	
• recettes de production	5,78	28,49	
• revenus de la propriété	5,61	2,18	
• autres transferts	13,90	57,67	
Besoin (-) ou capacité (+) de financement	-52,23	-1,94	
en % du Produit intérieur brut	-3,17%	-0,1%	

Les données font l'objet d'une consolidation en comptabilité nationale.

Source : Rapport sur les comptes de la Nation 2004.

2.2 - Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation 2004

Dépenses totales des APUL :

· en milliards d'euros

2003 :	164,7	(+6,3%)
2004 :	178,7	(+8,5%)

· en pourcentage des dépenses de l'État

2003 :	46,5%
2004 :	47,7%

Valeur ajoutée brute des APUL :

· en milliards d'euros

2003 :	71,3	(+7,4%)
2004 :	75,7	(+6,2%)

· en pourcentage du PIB

2003 :	4,5%
2004 :	4,6%

Production marchande des APUL

(eau, assainissement, transports, hors services concédés) :

23,5 milliards d'euros en 2004

(État : 5,4 milliards d'euros)

FBCF* des APUL :

36,0 milliards d'euros en 2004

soit : 11,4% de la FBCF de la Nation
et 68,6% de la FBCF des administrations publiques

(État : 7,21 milliards d'euros)

Dépenses de redistribution des APUL

(prestations sociales, subventions, ...)

en milliards d'euros:

2003 : 39,73 (+8,3%)

2004 : 46,31 (+16,6%)

soit 25,9% des dépenses totales en 2004

Rémunérations des salariés

en milliards d'euros :

2003 : 48,96 (+5,3%)

2004 : 51,36 (+4,9%)

(État: 110,70 milliards d'euros en 2004)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Produit intérieur brut						
en milliards d'euros	1 366,47	1 441,37	1 497,18	1 548,56	1 585,17	1 648,37
croissance:						
en euros courants	+3,2%	+5,5%	+3,9%	+3,4%	+2,4%	+4,0%
en prix	-0,2%	+1,4%	+1,8%	+2,2%	+1,6%	+1,6%
en volume	+3,3%	+4,1%	+2,1%	+1,2%	+0,8%	+2,3%
FBCF* de la Nation						
en milliards d'euros	256,75	280,67	291,64	290,55	300,29	315,96
croissance:						
en euros courants	+8,3%	+9,3%	+3,9%	-0,4%	+3,4%	+5,2%
en prix	+0,0%	+2,0%	+1,5%	+1,3%	+0,6%	+2,7%
en volume	+8,3%	+7,2%	+2,4%	-1,7%	+2,7%	+2,5%
FBCF des APU						
en milliards d'euros	40,12	44,46	45,06	45,32	49,62	52,50
croissance:						
en euros courants	+7,1%	+10,8%	+1,4%	+0,6%	+9,5%	+5,8%
en volume	+6,3%	+11,6%	-0,2%	-1,0%	+8,3%	+3,3%
FBCF des APUL						
en milliards d'euros	27,88	31,25	31,63	31,30	33,63	36,03
croissance:						
en euros courants	+13,3%	+12,1%	+1,2%	-1,0%	+7,5%	+7,1%
en volume	+13,3%	+9,9%	-0,3%	-2,3%	+6,8%	+4,3%

* FBCF : Formation brute de capital fixe.

APU : Administrations publiques ; APUL : Administrations publiques locales.

2.3 - Les prélèvements obligatoires

Les prélèvements obligatoires (PO) habituellement calculés en comptabilité nationale, ont fait aussi l'objet de certaines modifications de calcul avec la mise en place du système comptable SEC 95.

Les comptes de la Nation 2004 ont été revus en prenant pour base l'exercice 2000. Il en résulte des différences dans les résultats.

Les prélèvements obligatoires comprennent les impôts et taxes et les cotisations sociales. Ils sont calculés après prélèvements sur recettes de l'État à destination des APUL, de la Sécurité Sociale et de l'Union européenne.

Les prélèvements obligatoires revenant aux APUL comportent :

- les transferts de recettes fiscales en provenance de l'État, correspondant aux compensations, dégrèvements et exonérations au titre des quatre taxes directes locales (mais pas celles liées à la réforme fiscale amorcée en 1999 : suppression progressive de la part salaires...) ;
- les autres concours financiers de l'État (DGF, DGD ...) ne sont plus retracés ici ;

- les impôts directement perçus par les APUL, à savoir l'ensemble des impôts traditionnels, directs et indirects, à l'exception de certains impôts considérés comme le paiement d'un service (exemple : la taxe pour enlèvement des ordures ménagères ne figure plus dans les PO d'après le SEC 95).

On notera que l'adoption de ce système comptable harmonisé au niveau européen conduit à faire baisser d'environ un point le taux national de prélèvements obligatoires par rapport au système antérieur, et de 1,5 point la part revenant aux APUL.

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Taux national de prélèvements obligatoires en % du PIB*	44,9%	44,1%	43,8%	43,1%	43,1%	43,4%
· dont impôts	28,8%	28,2%	27,8%	27,1%	26,8%	27,3%
· dont cotisations sociales	16,1%	15,9%	16,0%	16,0%	16,3%	16,1%
Prélèvements obligatoires revenant aux APUL en % du PIB*	5,52%	5,17%	4,97%	4,94%	5,04%	5,34%
· dont prélèvements sur recettes fiscales de l'État	0,90%	0,90%	0,84%	0,82%	0,83%	0,76%
· dont fiscalité locale	4,62%	4,27%	4,13%	4,12%	4,21%	4,57%

* PIB : Produit intérieur brut.

Source : Rapport sur les comptes de la Nation 2004.

Évolution des prélèvements obligatoires (en milliards d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
(1) Impôts après transfert de l'État aux APUL,	393,52	406,41	416,71	419,42	425,41	450,15
à la SS, à l'UE, perçus par :						
· Administrations publiques centrales	241,77	243,09	246,50	247,27	248,24	278,54
dont État	232,88	232,85	236,17	234,01	234,52	262,76
· Administrations publiques locales	75,45	74,57	74,37	76,46	79,92	87,96
· Sécurité sociale	68,34	80,01	86,89	88,56	90,48	78,34
· Union européenne	7,96	8,74	8,95	7,14	6,77	5,31
(2) Cotisations sociales	220,68	229,58	238,99	248,36	257,87	265,65
(1) + (2) = Prélèvements obligatoires	614,21	635,99	655,70	667,78	683,28	715,80

Impôts encaissés avant transfert de l'État aux APUL, à la SS et à l'UE

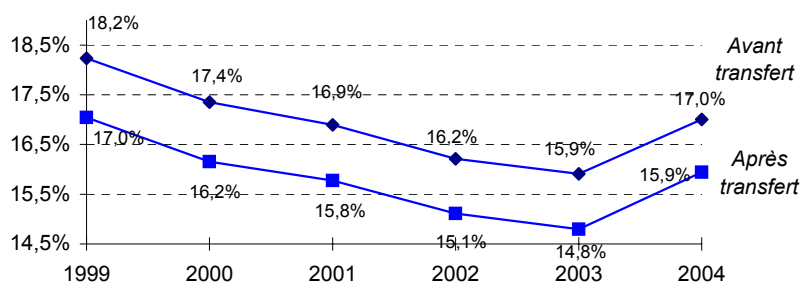
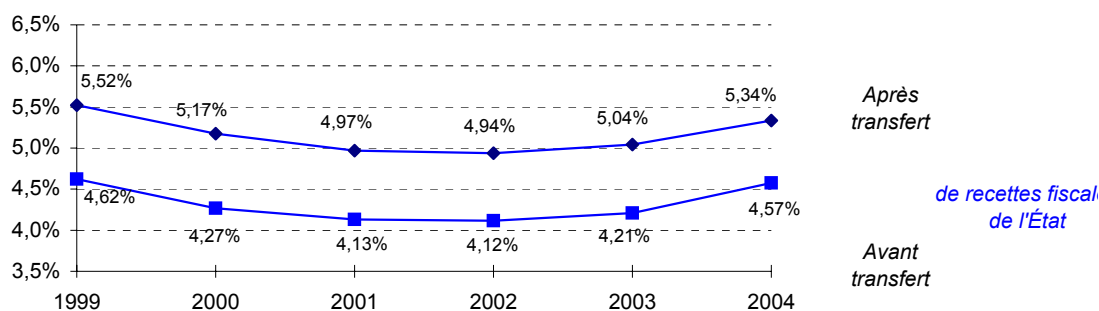
Impôts	1999	2000	2001	2002	2003	2004
· Administrations publiques centrales	258,08	260,35	263,26	264,36	265,89	296,06
dont État	249,19	250,11	252,93	251,10	252,16	280,29
· Administrations publiques locales	63,16	61,54	61,84	63,75	66,75	75,39
· Sécurité sociale	64,32	75,78	82,67	84,18	86,00	73,39
· Union européenne	7,96	8,74	8,95	7,14	6,77	5,31

SS : Sécurité sociale.

UE : Union européenne.

Source : Rapport sur les comptes de la Nation 2004.

en % du PIB

Évolution des prélèvements obligatoires de l'Étatde recettes fiscales
aux APUL,
à l'UE et à la**Évolution des prélèvements obligatoires des APUL**Après
transfertde recettes fiscales
de l'ÉtatAvant
transfert

Évolution des prélèvements obligatoires (en % du PIB)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
(1) Impôts après transfert de l'État aux APUL, à la SS, à l'UE, perçus par :						
· Administrations publiques centrales dont État	17,69% 17,04%	16,87% 16,15%	16,46% 15,77%	15,97% 15,11%	15,66% 14,79%	16,90% 15,94%
· Administrations publiques locales	5,52%	5,17%	4,97%	4,94%	5,04%	5,34%
· Sécurité sociale	5,0%	5,6%	5,8%	5,7%	5,7%	4,8%
· Union européenne	0,6%	0,6%	0,6%	0,5%	0,4%	0,3%
(2) Cotisations sociales	16,1%	15,9%	16,0%	16,0%	16,3%	16,1%
(1) + (2) = Prélèvements obligatoires	44,9%	44,1%	43,8%	43,1%	43,1%	43,4%

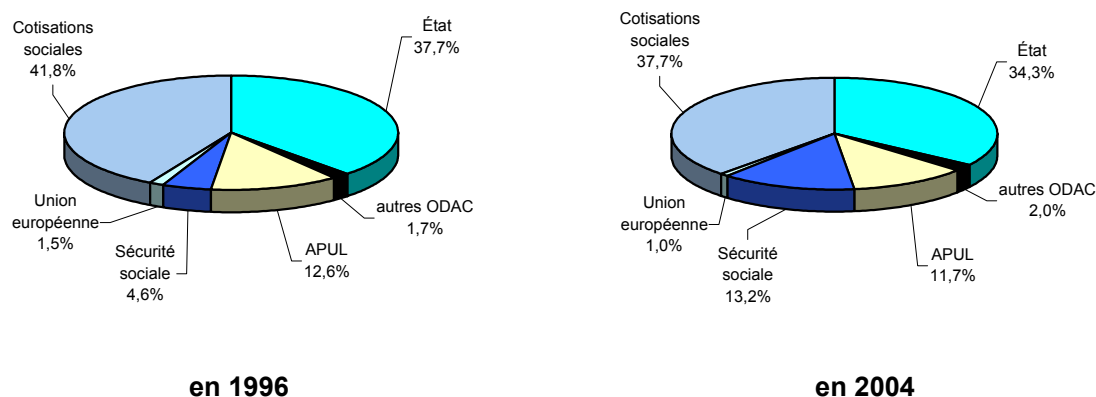
Impôts encaissés avant transfert de l'État aux APUL, à la SS et à l'UE

Impôts	28,8%	28,2%	27,8%	27,1%	26,8%	27,3%
· Administrations publiques centrales dont État	18,89% 18,24%	18,06% 17,35%	17,58% 16,89%	17,07% 16,21%	16,77% 15,91%	17,96% 17,00%
· Administrations publiques locales	4,62%	4,27%	4,13%	4,12%	4,21%	4,57%
· Sécurité sociale	4,7%	5,3%	5,5%	5,4%	5,4%	4,5%
· Union européenne	0,6%	0,6%	0,6%	0,5%	0,4%	0,3%

SS : Sécurité sociale.

UE : Union européenne.

Source : Rapport sur les comptes de la Nation 2004.

Structure des prélèvements obligatoires (après transferts de l'État) :

2.4 - Les comptes des administrations publiques

Compte simplifié de l'État

	Valeurs en milliards d'euros					
	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Dépenses						
Fonctionnement	117,20	120,76	123,54	127,93	129,78	133,24
Consommations intermédiaires (P2)	19,15	19,92	20,05	20,49	20,17	21,90
Rémunération des salariés (D1)	97,55	100,27	102,89	106,80	109,00	110,70
Autres (1)	0,50	0,57	0,60	0,64	0,61	0,65
Intérêts versés (D41)	34,24	35,46	36,84	38,54	38,71	38,53
Prestations et autres transferts	158,72	157,59	163,32	176,16	177,94	195,56
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	44,66	44,88	45,69	47,67	49,37	46,56
Transferts sociaux en nature de biens et services marchands (D63 en partie)	0,58	0,63	0,88	0,87	0,67	0,75
Subventions versées (D3)	9,12	8,23	8,12	7,42	6,71	5,78
Autres transferts courants (D7)	83,75	86,37	89,58	97,39	100,26	119,73
Autres transferts en capital (D9 hors D91 et D995)	20,61	17,47	19,05	22,81	20,93	22,73
Acquisitions d'actifs non financiers	7,53	6,57	6,65	7,34	7,48	7,27
Formation brute de capital fixe (P51)	6,62	6,79	7,29	7,18	7,42	7,21
Autres (nets) (P52, P53, K2)	0,92	-0,22	-0,65	0,16	0,07	0,06
Total des dépenses	317,69	320,38	330,35	349,96	353,91	374,60
Recettes						
Recettes de production	6,80	6,24	7,68	7,40	5,61	5,78
Production des branches marchandes et ventes résiduelles (P11)	6,07	5,50	6,88	6,58	5,19	5,36
Autres (2)	0,73	0,74	0,80	0,83	0,42	0,42
Revenus de la propriété (3)	6,79	6,54	8,36	8,45	5,94	5,61
Impôts et cotisations sociales	261,96	262,97	267,16	266,18	268,00	297,08
Impôts sur la production et les importations (D2)	154,68	148,74	147,57	152,83	155,55	175,89
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine (D5)	88,99	96,12	100,86	92,17	89,06	95,28
Impôts en capital (D91)	6,56	6,91	7,31	7,15	7,37	8,55
Transferts de recettes fiscales (D733)	-16,30	-17,23	-16,72	-17,01	-17,63	-17,53
Cotisations sociales (D61)	29,08	30,12	30,98	32,17	33,49	34,32
impôts et cotisations dus non recouvrables nets (D995)	-1,06	-1,69	-2,85	-1,14	0,17	0,58
Autres transferts	6,57	9,26	11,40	11,46	12,14	13,90
Autres transferts courants (D7 hors D733)	5,45	7,75	9,19	9,73	9,25	11,47
Transferts en capital (D9 hors D995)	1,12	1,51	2,22	1,73	2,89	2,43
Total des recettes	282,12	285,01	294,60	293,50	291,68	322,36
Capacité de financement	-35,58	-35,37	-35,75	-56,46	-62,23	-52,23

Les intitulés sont suivis de la codification correspondante dans la nomenclature SEC95.

(1) : autres impôts sur la production (D29) et revenus de la propriété autres que les intérêts (D4 hors D41) ; (2) : production pour emploi final propre (P12) et paiements partiels des ménages (partie de P13) ; (3) : intérêts reçus (D41) et autres revenus de la propriété (D4 hors D41).

Compte simplifié de l'État

	Taux de croissance annuels				
	2000/99	2001/2000	2002/2001	2003/2002	2004/2003
Dépenses					
Fonctionnement	+3,0%	+2,3%	+3,6%	+1,4%	+2,7%
Consommations intermédiaires (P2)	+4,0%	+0,6%	+2,2%	-1,6%	+8,6%
Rémunération des salariés (D1)	+2,8%	+2,6%	+3,8%	+2,1%	+1,6%
Autres (1)	+13,4%	+6,3%	+5,6%	-4,2%	+5,9%
Intérêts versés (D41)	+3,6%	+3,9%	+4,6%	+0,4%	-0,5%
Prestations et autres transferts	-0,7%	+3,6%	+7,9%	+1,0%	+9,9%
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	+0,5%	+1,8%	+4,3%	+3,6%	-5,7%
Transferts sociaux en nature de biens et services marchands (D63 en partie)	+8,6%	+39,1%	-1,5%	-23,0%	+13,1%
Subventions versées (D3)	-9,7%	-1,3%	-8,7%	-9,6%	-13,8%
Autres transferts courants (D7)	+3,1%	+3,7%	+8,7%	+3,0%	+19,4%
Autres transferts en capital (D9 hors D91 et D995)	-15,2%	+9,0%	+19,7%	-8,3%	+8,6%
Acquisitions d'actifs non financiers	-12,7%	+1,2%	+10,3%	+2,0%	-2,9%
Formation brute de capital fixe (P5 en partie)	+2,6%	+7,4%	-1,5%	+3,3%	-2,8%
Autres (nets) (P52, P53, K2)					
Total des dépenses	+0,8%	+3,1%	+5,9%	+1,1%	+5,8%
Recettes					
Recettes de production	-8,2%	+23,0%	-3,6%	-24,2%	+3,0%
Production des branches marchandes et ventes résiduelles (P11)	-9,4%	+25,1%	-4,4%	-21,1%	+3,4%
Autres (2)	+2,3%	+7,5%	+3,4%	-48,8%	-1,4%
Revenus de la propriété (3)	-3,7%	+27,7%	+1,1%	-29,8%	-5,5%
Impôts et cotisations sociales	+0,4%	+1,6%	-0,4%	+0,7%	+10,9%
Impôts sur la production et les importations (D2)	-3,8%	-0,8%	+3,6%	+1,8%	+13,1%
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine (D5)	+8,0%	+4,9%	-8,6%	-3,4%	+7,0%
Impôts en capital (D91)	+5,2%	+5,9%	-2,2%	+3,1%	+15,9%
Transferts de recettes fiscales (D733)					
Cotisations sociales (D61)	+3,6%	+2,9%	+3,8%	+4,1%	+2,5%
impôts et cotisations dus non recouvrables nets (D995)					
Autres transferts	+40,9%	+23,2%	+0,5%	+5,9%	+14,5%
Autres transferts courants (D7 hors D733)	+42,2%	+18,6%	+6,0%	-5,0%	+24,0%
Transferts en capital (D9 hors D995)	+34,7%	+46,9%	-21,9%	+66,8%	-15,9%
Total des recettes	+1,0%	+3,4%	-0,4%	-0,6%	+10,5%

Les intitulés sont suivis de la codification correspondante dans la nomenclature SEC95.

(1) : autres impôts sur la production (D29) et revenus de la propriété autres que les intérêts (D4 hors D41) ; (2) : production pour emploi final propre (P12) et paiements partiels des ménages (partie de P13) ; (3) : intérêts reçus (D41) et autres revenus de la propriété (D4 hors D41).

Source : Comptes et indicateurs économiques, Comptes de la Nation 2004.

Compte simplifié des administrations publiques locales

	Valeurs en milliards d'euros					
	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Dépenses						
Fonctionnement	68,64	74,41	74,81	80,85	86,29	91,45
Consommations intermédiaires (P2)	28,13	31,53	29,89	33,13	35,57	38,09
Rémunération des salariés (D1)	39,45	41,72	43,72	46,49	48,96	51,36
Autres (1)	1,04	1,13	1,14	1,20	1,72	1,96
Intérêts versés (D41)	4,18	3,87	5,24	4,44	3,31	2,80
Prestations et autres transferts	29,05	29,26	31,52	36,68	39,73	46,31
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	2,59	2,52	2,34	2,46	3,01	8,12
Transferts sociaux en nature de biens et services marchands (D63 en partie)	5,00	3,70	3,69	4,95	6,21	6,55
Subventions versées (D3)	5,82	7,30	8,41	9,80	10,50	11,63
Autres transferts courants (D7 hors D73)	12,31	12,82	13,94	15,25	15,62	15,76
Transferts en capital (D9 hors D91 et D995)	3,33	2,93	3,14	4,22	4,38	4,25
Acquisitions d'actifs	29,23	33,13	33,20	32,99	35,34	38,17
Formation brute de capital fixe (P5 en partie)	27,88	31,25	31,63	31,30	33,63	36,03
Acquisitions nettes de cessions d'actifs incorporels non produits	1,35	1,88	1,57	1,69	1,70	2,14
Total des dépenses	131,10	140,67	144,77	154,95	164,67	178,72
Recettes						
Recettes de production	22,03	24,90	24,76	26,07	27,68	28,49
Production des branches marchandes et ventes résiduelles (P11)	19,27	20,20	19,89	20,89	22,17	23,53
Autres (2)	2,77	4,70	4,87	5,19	5,51	4,95
Revenus de la propriété (3)	1,91	2,05	2,04	2,01	2,20	2,18
Impôts et cotisations sociales	75,80	74,95	74,76	76,90	80,39	88,45
Impôts sur la production et les importations (D2)	50,40	51,63	51,65	52,89	55,32	63,46
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine (D5)	12,76	9,91	10,19	10,86	11,43	11,93
Impôts en capital (D91)	-	-	-	-	-	-
Transferts de recettes fiscales (D733)	12,30	13,03	12,53	12,71	13,17	12,57
Cotisations sociales (D61)	0,35	0,38	0,39	0,43	0,46	0,49
impôts et cotisations dus non recouvrables nets (D995)	-	-	-	-	-	-
Autres transferts (D7 et D9 hors D91)	35,69	41,55	45,22	51,97	54,95	57,67
Autres transferts courants (D7 hors D733)	29,08	34,44	37,54	43,89	46,82	49,29
dont : autres transferts en capital (D9 hors D91)	6,61	7,11	7,68	8,08	8,13	8,38
Total des recettes	135,44	143,45	146,78	156,95	165,21	176,78
Capacité de financement	+4,35	+2,78	+2,01	+2,00	+0,54	-1,94

Les intitulés sont suivis de la codification correspondante dans la nomenclature SEC95.

(1) : autres impôts sur la production (D29) et revenus de la propriété autres que les intérêts (D4 hors D41) ; (2) : production pour emploi final propre (P12) et paiements partiels des ménages (partie de P13) ; (3) : intérêts reçus (D41) et autres revenus de la propriété (D4 hors D41).

Source : Comptes et indicateurs économiques, Comptes de la Nation 2004.

Compte simplifié des administrations publiques locales

	Taux de croissance annuels				
	2000/99	2001/2000	2002/2001	2003/2002	2004/2003
Dépenses					
Fonctionnement	+8,4%	+0,5%	+8,1%	+6,7%	+6,0%
Consommations intermédiaires (P2)	+12,1%	-5,2%	+10,8%	+7,4%	+7,1%
Rémunération des salariés (D1)	+5,8%	+4,8%	+6,3%	+5,3%	+4,9%
Autres (1)	+8,2%	+0,8%	+5,3%	+43,5%	+13,7%
Intérêts versés (D41)	-7,6%	+35,5%	-15,2%	-25,4%	-15,5%
Prestations et autres transferts	+0,7%	+7,7%	+16,4%	+8,3%	+16,6%
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	-2,9%	-7,3%	+5,2%	+22,6%	+169,4%
Transferts sociaux en nature de biens et services marchands (D63 en partie)	-26,0%	-0,1%	+34,0%	+25,4%	+5,5%
Subventions versées (D3)	+25,5%	+15,1%	+16,5%	+7,2%	+10,8%
Autres transferts courants (D7 hors D73)	+4,1%	+8,8%	+9,4%	+2,5%	+0,9%
Transferts en capital (D9 hors D91 et D995)	-12,0%	+7,3%	+34,4%	+3,8%	-3,1%
Acquisitions d'actifs	+13,4%	+0,2%	-0,7%	+7,1%	+8,0%
Formation brute de capital fixe (P5 en partie)	+12,1%	+1,2%	-1,0%	+7,5%	+7,1%
Acquisitions nettes de cessions d'actifs incorporels non produits	+38,9%	-16,2%	+7,3%	+0,9%	+25,7%
Total des dépenses	+7,3%	+2,9%	+7,0%	+6,3%	+8,5%
Recettes					
Production et subventions d'exploitation	+13,0%	-0,6%	+5,3%	+6,2%	+2,9%
Production des branches marchandes et ventes résiduelles (P11)	+4,8%	-1,5%	+5,0%	+6,2%	+6,1%
Autres (2)	+69,8%	+3,6%	+6,5%	+6,2%	-10,0%
Revenus de la propriété (3)	+7,3%	-0,6%	-1,4%	+9,1%	-0,9%
Impôts et cotisations sociales	-1,1%	-0,2%	+2,9%	+4,5%	+10,0%
Impôts sur la production et les importations (D2)	+2,4%	+0,0%	+2,4%	+4,6%	+14,7%
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine (D5)	-22,3%	+2,9%	+6,6%	+5,2%	+4,4%
Impôts en capital (D91)	-	-	-	-	-
Transferts de recettes fiscales (D733)	+6,0%	-3,8%	+1,4%	+3,6%	-4,5%
Cotisations sociales (D61)	+7,7%	+2,9%	+11,9%	+6,9%	+5,6%
impôts et cotisations dus non recouvrables nets (D995)	-	-	-	-	-
Autres transferts (D7 et D9 hors D91)	+16,4%	+8,8%	+14,9%	+5,7%	+5,0%
Autres transferts courants (D7 hors D733)	+18,4%	+9,0%	+16,9%	+6,7%	+5,3%
dont : autres transferts en capital (D9 hors D91)	+7,5%	+7,9%	+5,2%	+0,7%	+3,0%
Total des recettes	+5,9%	+2,3%	+6,9%	+5,3%	+7,0%

Les intitulés sont suivis de la codification correspondante dans la nomenclature SEC95.

(1) : autres impôts sur la production (D29) et revenus de la propriété autres que les intérêts (D4 hors D41) ; (2) : production pour emploi final propre (P12) et paiements partiels des ménages (partie de P13) ; (3) : intérêts reçus (D41) et autres revenus de la propriété (D4 hors D41).

Capacités (+) ou besoins (-) de financement des administrations publiques

	<i>en milliards d'euros et en %</i>				
	2000	2001	2002	2003	2004
En milliards d'euros					
Ensemble des administrations publiques	-21,3	-23,3	-49,1	-66,6	-60,1
Administration centrale	-30,9	-31,3	-47,4	-57,3	-42,3
État	-35,4	-35,7	-56,5	-62,2	-52,2
ODAC	+4,5	+4,5	+9,1	+4,9	+9,9
Administrations publiques locales	+2,8	+2,0	+2,0	+0,5	-1,9
Administrations de sécurité sociale	+6,8	+6,0	-3,7	-9,8	-15,9
Produit intérieur brut (PIB)	+1441,37	+1497,18	+1548,56	+1585,17	+1648,37
En % du PIB					
Ensemble des administrations publiques	-1,5%	-1,6%	-3,2%	-4,2%	-3,6%
Administration centrale	-2,1%	-2,1%	-3,1%	-3,6%	-2,6%
État	-2,5%	-2,4%	-3,6%	-3,9%	-3,2%
ODAC	+0,3%	+0,3%	+0,6%	+0,3%	+0,6%
Administrations publiques locales	+0,2%	+0,1%	+0,1%	+0,0%	-0,1%
Administrations de sécurité sociale	+0,5%	+0,4%	-0,2%	-0,6%	-1,0%

Source : Rapport sur les comptes de la Nation 2004.

Formation brute de capital fixe des administrations publiques

Répartition de la formation brute de capital fixe par catégorie
d'administrations publiques de 2000 à 2004 (et croissances annuelles)

	<i>en milliards d'euros</i>				
	2000	2001	2002	2003	2004
Administrations publiques centrales	8,193	8,946	8,968	9,157	9,022
	-10,1%	+9,2%	+0,2%	+2,1%	-1,5%
· État	6,789	7,294	7,181	7,417	7,208
	+2,6%	+7,4%	-1,5%	+3,3%	-2,8%
· Organismes divers d'admi- nistration centrale	1,404	1,652	1,787	1,740	1,814
	-43,8%	+17,7%	+8,2%	-2,6%	+4,3%
Administrations publiques locales	31,254	31,632	31,301	33,634	36,031
	+12,1%	+1,2%	-1,0%	+7,5%	+7,1%
Administrations de sécurité sociale	3,718	3,483	4,374	5,421	6,217
	+18,6%	-6,3%	+25,6%	+23,9%	+14,7%
Total des administrations publiques	44,458	45,061	45,322	49,616	52,499
	+10,8%	+1,4%	+0,6%	+9,5%	+5,8%

Source : Rapport sur les comptes de la Nation 2004.